

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter:
Michelle Geis at +1 301 280 5712 or mgeis@burnesscommunications.com
Dan Klotz at +1 301 280 5756 or dklotz@burnesscommunications.com

Un nouvel élan pour intégrer les politiques globales de l'eau pourrait guider l'énergie et l'agriculture vers la sortie de l'impasse

Les experts des secteurs publics et privés débattent des solutions actuelles et futures aux conflits sur l'usage des ressources en eau

MARSEILLE, FRANCE (12 MARS)—Alors que la production alimentaire et la production d'énergie s'intensifient partout dans le monde, leurs demandes en termes de ressources en eau (de plus en plus rares), ont incité à chercher des solutions innovantes et collaboratives. Le vendredi 16 Mars, le groupe EDF et le Challenge Program on Water and Food (CPWF) du CGIAR organisent ensemble un panel de Haut Niveau à Marseille à l'occasion du 6ème Forum Mondial de l'Eau afin de partager des expériences et résultats.

Le panel examinera comment aborder l'approche dite "nexus" de la gestion de l'eau, dans laquelle les projets qui mobilisent les ressources en eau sont planifiés et mis en œuvre avec la participation des acteurs des secteurs de l'alimentation, de l'eau et de l'énergie. Un objectif clé de ce panel est d'introduire cette approche dans l'agenda de la conférence des Nations Unies sur le développement durable, Rio+20, qui se tiendra en juin 2012.

« Nous vivons dans un monde où les politiques de développement semblent trop souvent élaborées pour créer des conflits sur les ressources en eau entre de nombreux secteurs, particulièrement les secteurs de l'énergie et l'agriculture, » affirme Alain Vidal, directeur du CPWF, entité du Groupe consultatif sur la recherche agricole internationale (CGIAR).

Le panel sera inauguré par Uschi Eid, Vice Présidente du groupe consultatif sur l'eau et l'assainissement auprès du Secrétariat Général des Nations Unies. Ce panel accueillera également les participants suivants:

- Alain Vidal, Directeur du CPWF;
- Gérard Wolf, Vice Président, Développement international, EDF, une des plus grandes entreprises d'électricité du monde avec 640 barrages à travers le monde;
- Yasar Yakis, ancien Ministre des Affaires Étrangères de Turquie;
- Ogunlade Davidson, Ministre de l'Énergie et des Ressources en Eau du Sierra Leone;
- Jane Madgwick, Présidente-Directrice Générale, Wetlands International;
- Gustavo Francisco Petro Urrego, Maire de Bogota, Colombie; et
- Anil B. Jain, Président-Directeur Général de Jain Irrigation Systems, basé en Inde.

Le travail du Panel de Haut Niveau EDF – CPWF est motivé par les problèmes et tensions qui émergent quand des représentants à la fois du secteur public et privé négligent les conséquences des décisions de gestion de l'eau sur l'énergie, l'eau potable, et la production alimentaire. Ces domaines complémentaires mais souvent d'intérêts divergents ont fait l'objet

de la conférence de Bonn 2011 Nexus et devraient prendre de l'ampleur lors de la semaine sur l'eau à Stockholm cet été. Le fait que l'approche « nexus » ne soit que rarement appliquée de nos jours, augmente le risque de conflits liés à l'eau, particulièrement en Asie, Afrique et Amérique latine où le développement économique s'accélère. Cela préoccupe de nombreux experts de l'eau.

Alain Vidal souligne qu'avec 1,1 milliard de pauvres n'ayant pas accès à l'eau, 1 milliard de sous-alimentés et 1,5 milliard sans électricité, la demande en eau pour de nombreux usages augmentera considérablement au cours des prochaines décennies.

«Le monde est aujourd'hui très différent car faire face aux insécurités liées à l'alimentation, l'énergie et l'eau – particulièrement dans les pays du monde les moins développés – est maintenant au centre des stratégies de développement à travers le monde, » explique Alain Vidal. « Nous savons que des centaines de barrages verront le jour au cours de la prochaine décennie, et la question est : comment pouvons-nous garantir qu'avant que chaque projet ne soit lancé, tous les bénéficiaires potentiels s'assoient ensemble et débattent des finalités du barrage, et avantages et inconvénients ? »

Par exemple, le Laos fait l'objet de critiques selon lesquelles les efforts fournis par le secteur de l'énergie pour construire des barrages sur le bassin du Mékong - afin d'en faire la « batterie de l'Asie » - pourraient porter gravement atteinte aux communautés de la région vivant des ressources piscicoles et aggraver les problèmes d'intrusion saline dans les exploitations agricoles au Vietnam.

La sévérité des inondations de ces dernières années qui ont touché la Thaïlande et le reste de l'Asie du Sud-Est a soulevé de nouvelles préoccupations sur la manière dont les inondations sont gérées dans la région. On peut se demander si les décisions liées à la gestion de l'eau dans le réseau de barrages de la région ont intensifié l'inondation des terres agricoles – bien qu'en Thaïlande, il y ait également des politiques de compensation pour les agriculteurs qui perdent leur récolte suite aux inondations, politiques qui pourraient alimenter une discussion plus large a propos du Nexus.

Le panel s'intéressera également aux efforts d'expansion de projets d'irrigation de type goutte à goutte en Inde, confrontés à la disparité décourageante entre les ressources en eau disponibles et les besoins futurs pour l'agriculture, l'énergie, l'eau potable et le développement économique. Un rapport de la Banque Mondiale en 2005 tire la sonnette d'alarme à l'horizon 2050 : si l'Inde ne met pas en place une stratégie de l'eau mieux ciblée et coordonnée, la demande d'eau excédera « toutes les ressources en eau disponibles. »

D'après Alain Vidal, il est aujourd'hui démontré que la prise en compte de multiples demandes sur la ressource en eau peut conduire à des efforts d'innovation en termes de coopération. Par exemple, au forum mondial de l'eau, le panel de Haut Niveau examinera une étude de cas de la région des Andes où de nombreux conflits ont eu lieu entre les différents usages, en compétition pour les ressources en eau du bassin de la rivière Machángara, permettant la création du Conseil du Bassin de la Machángara (the *Consejo de la Cuenca del río Machángara* or CCRM).

La composition du conseil comprend l'administration régionale de l'eau et de d'assainissement, l'agence de gestion de l'irrigation, la compagnie d'électricité, le secrétariat national de l'eau, le ministère de l'Environnement (qui protège les forêts qui couvrent une grande partie du bassin) et les petits agriculteurs de la zone. Ils travaillent ensemble pour faciliter la coopération entre

tous les usagers de l'eau dans le bassin pour le développement durable qui améliore la productivité de l'eau, de nourriture et d'énergie tout en protégeant les services écosystémiques.

###

Le Challenge Program sur l'Eau et l'Alimentation du CGIAR (CPWF) a été lancé en 2002 en tant qu'initiative du CGIAR. Le CPWF vise à accroître la résilience des systèmes écologiques et sociaux par une meilleure gestion de l'eau pour la production alimentaire (cultures, pêche et élevage). Le CPWF applique ceci par le biais d'une approche novatrice de recherche développement qui rassemble un large éventail de scientifiques, spécialistes du développement, les décideurs et les communautés, pour relever les défis de la sécurité alimentaire, la pauvreté et la pénurie d'eau. Le CPWF travaille actuellement dans six bassins hydrographiques du monde: Andes, Gange, Limpopo, Mékong, Nil et Volta (www.waterandfood.org).